

qu'on reconnaisse que partout où se pratique la discrimination, il existe le germe, la possibilité d'incubation du communisme, qui donne suite à son acceptation.

Aujourd'hui, l'idée d'un Commonwealth sans distinction de races est acceptable, bien qu'il y a deux ans, quand le gouvernement dont j'avais l'honneur d'être premier ministre a préconisé ce principe, on nous a blâmés d'avoir démembré le Commonwealth. Or, il n'aurait pu survivre sans adhérer à ce principe. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a mentionné qu'il se compose aujourd'hui de 16 membres. Quand j'ai accédé aux fonctions de premier ministre, il me semble qu'il y en avait neuf. Si nous ne nous accordons jamais le luxe d'un scrutin pour décider d'une question à la conférence des premiers ministres, ce serait la fin de cette conférence et aussi celle du Commonwealth.

Voici quel était mon point de vue: considérons l'avenir, reconnaissons que partout dans le monde l'esprit de liberté s'est éveillé chez toutes les races humaines; ne disons pas, quand cinq personnes sur six, dans le Commonwealth, appartiennent aux races de couleur, que le principe de la non-discrimination doit être nié. Nous n'avons pas dit, au fond de notre cœur, que la discrimination pourrait ne pas exister, mais nous avons dit que lorsque la discrimination est une partie intégrante de la ligne de conduite de n'importe quelle nation, pareille ligne de conduite est contraire aux principes du Commonwealth et au maintien de la paix au sein du Commonwealth.

Le ministre a parlé de la décision qu'a prise le gouvernement d'augmenter l'assistance prévue pour les habitants des anciennes colonies françaises. Telle était la position que nous avons prise. Nous croyons à la biculture dans notre pays et nous sommes engagés dans cette voie. D'après le principe que nous avons adopté, nous tentons aujourd'hui de stimuler le biculturalisme au pays.

Je n'appelle pas l'attention de la Chambre sur ces questions en vue de rappeler le passé, sauf dans la mesure où le passé nous indique quel chemin suivre à l'avenir. Il est beaucoup plus difficile de parler de ce côté de la Chambre sur le sujet des affaires étrangères que d'en parler du côté du gouvernement. Le premier ministre (M. Pearson) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) ont accès à des renseignements qui dépassent de loin les renseignements dont disposent les autres députés. Et il doit en être ainsi. Nous ne connaissons pas les événements comme le gouvernement les connaît. La Chambre a établi un comité chargé d'étudier tout le domaine des affaires étrangères. J'espère qu'il y aura des débats complets au comité. Aujourd'hui,

lorsque j'ai posé deux ou trois questions au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il a répondu franchement, et si la même attitude se retrouve au comité, elle sera très fructueuse. Il a mentionné que le nouvel esprit de Moscou a considérablement changé depuis le mois d'août, moment de la partie de badminton en Crimée. Il y a eu des changements soudains, même inquiétants. Pourquoi ces changements? Nous ne le savons pas. Il se peut que le président Khrouchtchev essaie de faire peser la responsabilité de ses difficultés nationales et intérieures sur le monde occidental. Il se peut que son programme agricole ayant échoué, il doive trouver un bouc émissaire dans d'autres parties du monde.

Peut-être s'efforce-t-il de resserrer les relations avec la Chine communiste, bien que, à ce qu'on dit, ces relations soient loin d'être aussi intimes qu'elles seraient censées l'être entre deux grands États communistes. Quoi qu'il en soit, voici ce que M. Khrouchtchev a déclaré l'autre jour, déclaration qui, à mes yeux, se rattache aux paroles prononcées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures:

Il est vrai que nous nous disputons et que nous différons parfois d'opinion avec nos camarades chinois, mais c'est surtout contre le capitalisme que nous en avons. Malgré les différences qui existent entre nous et nos frères de Chine, nous nous entendons sur l'essentiel. Nous sommes contre le capitalisme... Nous sommes pour le socialisme et pour le communisme. Nous sommes sur la même voie, celle où nous luttons côte à côte contre le capitalisme, pour le triomphe du communisme partout dans le monde.

Cette déclaration de Khrouchtchev souligne l'avertissement du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Les bons sentiments exprimés depuis la négociation jusqu'au lendemain de la signature du traité d'interdiction des essais nucléaires avaient fait place à de nouvelles attaques contre l'Occident. Pour ce qui est de la division entre la Chine communiste et l'URSS—ce n'est qu'un point de vue qui peut bien n'être pas accepté—je souligne que cette division est d'abord apparue au monde extérieur après que le Canada eut fourni à la Chine communiste ce que l'URSS ne pouvait pas lui fournir, c'est-à-dire le blé pour mettre fin à la famine. L'URSS a refusé de fournir ce blé. Le gouvernement précédent avait conclu une entente à ce sujet. Tout ce que je puis dire, c'est que les divergences entre ces deux pays se sont aggravées après que le Canada eut fait la première livraison de blé. Personne ne sait ce que l'avenir nous réserve quant aux relations entre le communisme et le monde occidental, mais les événements de ces dernières semaines ne sont certainement pas encourageants. Ils indiquent que l'attitude favorable d'il y a quelques mois a bien changé et que la voie est toujours semée d'embûches.